

MODALITES DE PARTICIPATION POUR LES PARTENAIRES SOLLICITANT UNE AIDE DE L'ANR

IMPORTANT :

1. Le présent document énonce les modalités de participation des partenaires sollicitant une aide de l'ANR dans le cadre de l'appel à projets JPIAMR-HARISSA
2. Les modalités de participation et recommandations importantes présentées dans ce document s'ajoutent aux dispositions figurant dans le texte de l'appel :
<https://www.jpiamr.eu/interventions-and-transmission-call-2021/>
3. Il est nécessaire de lire attentivement le texte de l'appel à projets, l'ensemble du présent document ainsi que le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides de l'ANR (<https://anr.fr/RF>) avant de déposer une proposition de projet de recherche.

Date de clôture

Etape 1 : 16/03/2021, 12h00 (CET)

Etape 2 : 12/07/2021, 12h00 (CEST)

Points de contact à l'ANR

Chargé(e) de projets scientifiques ANR

Dr Ingrid PFEIFER

Dr Sophie GAY

+33 1 78 09 80 22/ +33 1 78 09 80 39

JPI-AMRCalls@agencerecherche.fr Erreur ! Signet non défini.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA COLLABORATION

En lien avec les différents défis sociétaux de la Stratégie nationale de recherche (SNR), l'ANR développe des partenariats multilatéraux avec ses homologues européens dans le cadre des actions européennes de type ERA-NET Cofund, EJP ou initiatives de programmation conjointe (JPI). Ces actions sont complémentaires aux projets collaboratifs classiques des programmes cadres. Dans ce contexte, l'accent est mis sur un raisonnement pluriannuel de priorisation des activités européennes et d'articulation des outils nationaux et européens.

L'objectif, en soutenant la participation des équipes françaises¹ à ces initiatives, est de contribuer d'une part au financement de projets démontrant un haut niveau d'excellence scientifique et d'autre part à la construction de l'Espace européen de la recherche (EER), tout en simplifiant les modalités de coopération entre chercheurs.

Dans cette perspective, l'ANR s'est engagée au sein du JPI AMR et a décidé, en particulier, de participer à l'appel à projets HARISSA, le XIIIème appel prévu dans le cadre du JPI AMR et le premier dans le cadre du nouvel ERA-NET JPIAMR-ACTION.

L'objectif de l'ERA-NET Cofund JPIAMR-ACTION est d'encourager la recherche et l'innovation afin de développer des stratégies et des méthodes permettant de réduire la transmission et la diffusion de la résistance aux antimicrobiens en utilisant une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale à l'échelle locale, nationale et planétaire (approche dite « One-Health »).

L'appel JPIAMR-HARISSA vise plus particulièrement :

- à comprendre l'impact d'interventions sur le développement et la transmission de la résistance aux antibiotiques **ou**
- à concevoir, mettre en œuvre, évaluer et comparer des interventions innovantes permettant de contrôler le développement et la transmission de la résistance aux antibiotiques.

Chaque proposition doit inclure l'étude, via une approche intégrée, **d'au moins deux des trois composantes suivantes :**

- santé publique
- santé animale
- santé environnementale.

Les interventions proposées doivent apporter des nouvelles découvertes scientifiques, et avoir de larges retombées, y compris sur les pays à revenus faibles et moyens.

Les recherches suivantes **ne sont pas** éligibles pour cet appel à projets:

- recherche ne portant pas sur la résistance aux antibiotiques (les antifongiques, antiviraux sont exclus de cet appel)
- l'implémentation d'interventions déjà existantes dans de nouveaux pays sans objectif de recherche
- le développement de nouveaux antibiotiques ou de nouvelles cibles pour les antibiotiques

¹ C'est-à-dire les partenaires ayant au moins une succursale ou un établissement en France.

- le développement d'outils diagnostiques pour suivre la sélection et la transmission de la résistance aux antibiotiques.
- le développement ou l'implémentation de système de surveillance
- l'amélioration de technologies et de produits déjà commercialement préexistants.

2. MODALITES DE SOUMISSION

Dans le cadre de cet appel, les projets seront soumis en deux étapes.

Les pré-propositions et les propositions de projet, rédigées en langue anglaise, devront être déposées par le coordinateur du projet, sur le [site de soumission de l'appel](#), en respectant le format et les modalités demandés, disponibles sur le site :

<https://www.jpiaamr.eu/interventions-and-transmission-call-2021/>

La date limite de dépôt des dossiers de pré-propositions (étape 1) sur le site de soumission est fixée au **16/03/21 à 12 h CET (midi)**.

La date limite de dépôt des dossiers de propositions (étape 2) sur le site de soumission est fixée au **12/07/21 à 12 h CEST (midi)**.

Aucun document complémentaire ne doit être fourni à l'ANR durant la phase de soumission.

3. ELIGIBILITE

Pour être éligibles, les pré-propositions et les propositions doivent respecter les critères décrits ci-après, qui sont cumulatifs.

3.1 CRITERES D'ELIGIBILITE COMMUNS :

- Chaque consortium doit inclure, **au minimum, 3 partenaires éligibles au financement** provenant d'au moins **3 pays participants dont au moins 2 pays membres de l'UE ou associés²**.
- La participation de partenaires sur fonds propres est possible mais le budget total des partenaires sur fonds propres doit être inférieur à 30% du budget total demandé. De plus le nombre de partenaires sur fonds propres doit être inférieur au nombre de partenaires demandant un financement. Les partenaires sur fonds propres doivent respecter les règles du JPIAMR.
- Le consortium doit inclure, **au maximum, 6 partenaires**, qu'ils soient éligibles au financement ou sur fond propre. Le consortium peut être élargi à 7 partenaires si au moins un des partenaires est établi dans un pays à revenu faible ou intermédiaire, en Hongrie, Lituanie, Lettonie ou Pologne.
- Chacun des partenaires doit soumettre une lettre d'intention lors du dépôt de la pré-proposition ainsi que lors du dépôt de la proposition détaillée.
- Le coordinateur du projet doit solliciter le soutien financier de l'une des agences participant à l'appel et y être éligible. Le coordinateur ne peut pas participer sur fonds propres.

² La liste des pays participants et des organisations de financement impliquées dans cet appel est disponible sur le [site internet du JPI AMR](#).

- Le financement sera attribué pour une durée initiale de trois ans maximum.

- **Caractère complet**

La pré-proposition doit être déposée sur le site de soumission avant la date et l'heure de clôture de soumission des pré-propositions. Aucun document n'est admis après cette date. Une pré-proposition complète doit comprendre :

- o *Le texte de la proposition en utilisant le modèle disponible pour téléchargement sur le site du JPI AMR.*
- o *Une lettre d'intention signée par chacun des participants en utilisant le modèle disponible pour téléchargement sur le site du JPI AMR.*
- o *Un Curriculum Vitae de chacun des participants (1 page maximum)*

La proposition doit être déposée sur le site de soumission avant la date et l'heure de clôture de soumission des propositions. Aucun document n'est admis après cette date. Une proposition complète doit comprendre :

- o *Le texte de la proposition en utilisant le modèle disponible pour téléchargement sur le site du JPI AMR.*
- o *Une lettre d'intention signée par chacun des participants et par le représentant légal de leur institution ou de leur département.*
- o *Un Curriculum Vitae de chacun des participants (1 page maximum)*
- o *Une auto-évaluation des problèmes éthiques soulevés par la proposition en utilisant le modèle disponible pour téléchargement sur le site du JPI AMR.*

3.2 CRITERES D'ELIGIBILITE PROPRES A L'ANR :

- **Modalités d'attribution des aides de l'ANR**

Pour les partenaires sollicitant une aide de l'ANR, les critères et modalités d'attribution sont définis dans le Règlement financier de l'ANR, disponible à l'adresse <https://anr.fr/RF>. Il convient de lire ce règlement avec la plus grande attention.

- **Caractère complet**

Outre les éléments communs exigés en 3.1, aucune information supplémentaire n'est requise par l'ANR au moment du dépôt des pré-propositions ou des propositions détaillées.

- **Caractère unique**

Une proposition de projet ne peut être semblable en tout ou partie à une autre proposition déposée à un appel en cours d'évaluation à l'ANR (tous appels à projets confondus, toutes étapes d'évaluation confondues) ou ayant donné lieu à un financement par l'ANR. Le caractère semblable entre deux Projets est établi lorsque ces Projets (dans leur globalité ou en partie) décrivent des objectifs principaux identiques ou résultent d'une simple adaptation³.

³ Une adaptation d'un projet par rapport à un autre consiste dans une reformulation de la description en utilisant les mêmes éléments de base (problématique et objectifs principaux similaires). La définition du caractère semblable est issue d'une analogie avec les critères de ressemblance d'ensemble (par opposition aux différences de détails) et de similarités dégagés par la jurisprudence nationale et européenne en matière de

- **Thématique :**

Dans le cadre de cet appel, les études cliniques et précliniques ne sont pas éligibles au financement ANR. Par contre, les propositions utilisant des résultats préalablement obtenus lors de telles études sont éligibles au financement.

4. EVALUATION ET RESULTATS

4.1 MODALITES ET CRITERES D'EVALUATION DES PRE-PROPOSITIONS ET PROPOSITIONS

Les modalités et critères d'évaluation sont tels que décrits dans les documents de l'appel à projets disponible sur la page de l'appel sur le site de l'ANR et sur le site du [JPI AMR](#). Le cas échéant et sur demande auprès de l'ANR, une traduction des critères d'évaluation pourra être fournie.

4.2 CLASSEMENT

Les propositions sont classées selon les résultats de l'évaluation. La sélection s'effectue sur la base de ce classement.

4.3 RESULTATS

La liste des projets recommandés pour financement est établie par le comité de pilotage, en tenant compte de la capacité budgétaire des organismes de financement participant à l'appel.

5. DISPOSITIONS POUR LE FINANCEMENT

Seuls les coûts admissibles des Partenaires ayant sollicité une aide auprès de l'ANR seront financés. Les coûts admissibles et autres modalités d'attribution des aides de l'ANR sont précisées dans le « Règlement financier » disponible à l'adresse <https://anr.fr/RF> et dans la fiche sur les coûts admissibles n°3. Pour connaître le taux et le type de coûts applicables, remplir au besoin le formulaire <https://anr.fr/fileadmin/aap/2020/aap-fral-2020-Formulaire-DECLARATION-RELATIVE-AUX-ACTIVITES-ECONOMIQUES.pdf> pour les entités françaises qui ne sont ni des établissements publics ni des sociétés (voir https://anr.fr/fileadmin/aap/2020/aap-fral-2020-NOTICE-Formulaire_2019.pdf ou contacter julie.ochrymczuk@agencerecherche.fr) et le retourner à julie.ochrymczuk@agencerecherche.fr.

Les échéances applicables pour les comptes rendus intermédiaires et finaux sont celles déterminées dans le texte de l'appel et/ou dans l'acte attributif d'aide. Ces comptes rendus doivent être transmis au [secrétariat du JPI AMR](#) et à [l'ANR](#).

Par dérogation aux dispositions du règlement financier qui lui seraient -le cas échéant- contraires, l'ANR soldera la convention au plus tard 2 (deux) mois après la fin du projet scientifique. Ce délai permettra au Bénéficiaire de l'aide de transmettre à l'ANR les pièces justificatives nécessaires au paiement du solde et à l'ANR de procéder à ce solde. La convention est « soldée » (c'est-à-dire liquidée) en l'état des justificatifs produits à l'issue de ce délai de 2 (deux) mois maximum.

droits de la propriété intellectuelle. Pour l'établissement du caractère semblable, l'ANR vérifie notamment être en présence d'un des cas du 7.1 du règlement financier.

Attention : dans le cadre de cet appel, les prolongations de projet ne pourront être accordées qu'en tenant compte de la durée du contrat de co-financement liant l'ANR et la Commission européenne.

Nécessité de l'accord de consortium au sein du projet :

Les déposants doivent se référer au texte de l'appel JPIAMR-HARISSA et à la fiche relative aux accords de consortium publiée sur le site de l'ANR (Fiche n°4 <https://anr.fr/RF>) afin de connaître les règles applicables aux accords de consortium.

6. ENGAGEMENTS DES CHERCHEURS ET DES CHERCHEUSES QUI DEPOSENT UN PROJET ANR

6.1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES ET DONNEES DE LA RECHERCHE

Dans le cadre de la contribution de l'ANR à la promotion et à la mise en œuvre de la science ouverte, les Responsables scientifiques s'engagent en cas de financement :

- à déposer sans délai les publications scientifiques (texte intégral) issues du projet de recherche dans une archive ouverte, soit directement dans HAL soit par l'intermédiaire d'une archive institutionnelle locale (a minima la version auteur acceptée pour publication)
- à diffuser les résultats de recherche via des plateformes de preprint avant le processus d'évaluation par les pairs (en précisant la disponibilité des données associées)
- à partager aussi rapidement et largement que possible les données provisoires puis finales de la recherche, ainsi que les protocoles et les normes utilisés pour collecter les données
- à établir dès le démarrage du projet un plan de gestion des données (PGD) qui sera mis à jour à la fin du projet et transmis à l'ANR
- Par ailleurs, l'ANR recommande de privilégier la publication dans des revues ou ouvrages nativement en accès ouvert.⁴

6.2. DEONTOLOGIE ET INTEGRITE SCIENTIFIQUE

- Chaque Responsable scientifique sollicitant une subvention de l'ANR s'engage formellement sur le fait que sa hiérarchie (notamment les services administratifs et financiers compétents et les personnes habilitées à représenter juridiquement l'établissement gestionnaire de la subvention, ou ses représentants ou représentantes) a donné l'accord à sa démarche de dépôt en cours et que les informations relatives à la demande leur ont été communiquées. La liste des dépôts enregistrés par l'ANR pourra être envoyée par l'ANR aux directeurs ou directrices de laboratoire et aux responsables administratifs des établissements gestionnaires pour les projets les concernant.
- Les projets de recherche bénéficiant d'un financement de l'ANR doivent respecter les principes de la [charte nationale de déontologie des métiers de la recherche](#)⁵ ainsi que ceux de

⁴ Le site DOAJ (<https://doaj.org/>) répertorie les revues scientifiques dont les articles sont évalués par les pairs et en libre accès. Le site DOAB (<https://www.doabooks.org/>) fait de même pour les monographies.

⁵ https://anr.fr/fileadmin/documents/2019/2015_Charte_fran%C3%A7aise_IS.pdf

la [charte de déontologie et d'intégrité scientifique de l'ANR](#)⁶. Les Responsables scientifiques des Partenaires français (demandant ou non un financement) veillent au respect de l'ensemble de ces principes dans le cadre des activités de recherche menées sous leur responsabilité dans le cadre du projet.

6.3. RESSOURCES GENETIQUES ET SAVOIRS TRADITIONNELS

Dans l'éventualité où des ressources génétiques seraient utilisées dans le projet déposé, les Responsables scientifiques s'engagent à ce que tous les participants au projet (demandant ou non un financement) respectent les obligations associées au protocole de Nagoya.⁷ Dans le contexte de l'application du protocole de Nagoya, les bénéficiaires dont le projet relèverait de la « réglementation de l'accès et partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées (APA) », devront fournir le récépissé de Déclaration de « Due Diligence » (DDD). Les DDD dans le cadre de travaux de recherche s'enregistrent directement en ligne via l'application dédiée sur le site du MESRI. Les accès peuvent être demandés au responsable de l'établissement d'accueil. Toutes les informations peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid37627/utilisation-ressources-genetiques-associees.html>

L'ANR encourage les titulaires d'une subvention à mener et à participer à des activités de mobilisation des connaissances (transfert, partage, valorisation, mise en valeur et diffusion) auprès des milieux de pratique et du grand public, lorsque ces activités sont pertinentes. Les Responsables scientifiques s'engagent donc à promouvoir dans le cadre de leur projet, à chaque fois que cela est possible et pertinent, la culture scientifique, technique et industrielle.

7. COMMUNICATION DES DOCUMENTS

L'ANR peut être amenée à transmettre certaines données et documents aux administrés, à d'autres organismes de financement français ou étrangers, à d'autres administrations (dont ses tutelles), aux organismes de contrôle, dans le cadre d'accords de collaboration, de l'ouverture des données publiques, l'accès aux documents administratifs⁸, l'échange entre administrations et la réutilisation des informations publiques⁹. Cette communication peut concerner notamment les données de caractérisation des projets, les expertises, le rapport de synthèse du comité d'évaluation, les pré-propositions/propositions de projet, documents contractuels, document scientifique, annexe administrative et financière.

⁶ <https://anr.fr/fr/lanr-et-la-recherche/engagements-et-valeurs/lintegrite-scientifique/>

⁷ A cet égard, les Bénéficiaires des aides de l'ANR dont le Projet relève de la « réglementation de l'Accès et partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées (APA) », sont informés qu'ils devront justifier au plus tard à la date du dernier versement de l'Aide, du respect de leurs obligations.

⁸ Loi 78-753 du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs, loi 79-587 du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs, loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations

⁹ Ordonnance n°2016-307 du 17 mars 2016 codifiant les dispositions relatives à la réutilisation des informations publiques dans le code des relations entre le public et l'administration, et son décret d'application n°2016-308 du 17 mars 2016

La diffusion et la communication de ces données et documents administratifs s'effectuent dans le respect de la réglementation applicable et sous réserve de protection des données personnelles, de la propriété intellectuelle et du secret industriel et commercial. En effet, certains documents ou données collectés ne doivent pas être communiqués ou ne peuvent l'être que de façon restreinte. Dans le cas des collaborations avec d'autres organismes de financement ou co-financements en particulier, des contrats encadrent la communication des documents et la confidentialité. La communication des documents sera limitée à l'objet de la collaboration entre l'organisme de financement partenaire de l'ANR et celle-ci.